

Pays : France

Commission : Convention européenne citoyenne sur l'agriculture et les produits biologiques

Problématique : "Comment l'Union européenne peut-elle développer une politique agricole respectueuse de l'environnement, tout en assurant la viabilité économique des agriculteurs et en répondant aux attentes sanitaires, écologiques et sociales des citoyens ?"

La France est un acteur majeur et une figure cruciale de l'agriculture européenne. Nous sommes le premier producteur agricole de l'Union européenne, ce qui représente le 18% de la production agricole totale de celle-ci. Le territoire agricole français est très vaste et diversifié. Les produits les plus importants et qui rapportent le plus de bénéfices à la France sont principalement les céréales et les vins, suivis d'autres produits comme les produits laitiers ou la viande. En France métropolitaine, le territoire agricole, désigné sous le terme de Surface Agricole Utilisée (SAU), représente environ 49 % à 52 % du territoire total, couvrant entre 26,7 et 28 millions d'hectares.

Sous la présidence d'Emmanuel Macron, président actuel de la République Française exerçant son deuxième mandat de suite, les objectifs pour l'agriculture nationale sont clairs. Nous voulons une agriculture forte, moderne et respectueuse de l'environnement. Cela se traduit par une union de la production, la protection de la nature et l'expectative citoyenne avec une garantie d'un revenu digne pour les agriculteurs.

Aujourd'hui l'agriculture européenne, dont les terrains recouvrent plus de 38% du territoire européen, fait face à des défis importants.

Le changement climatique est sa principale contrainte. Notre pays est soumis à des sécheresses inédites et des inondations qui entravent la récolte, ce qui est le cas dans de nombreux pays européens. Cela entraîne une perte de récoltes dans l'Union Européenne, ce qui est une menace pour la production alimentaire.

Un autre problème très présent dans l'agriculture européenne est l'agriculture intensive, qui est très nuisible pour l'environnement. Elle contribue à la pollution des sols, à la disparition d'espèces, à la contamination de l'eau,...

Il ne faut pas oublier les agriculteurs, dont certains souffrent de revenus faibles et instables, voire insuffisants. Aujourd'hui ils doivent faire face à la concurrence mondiale (comme avec l'accord Mercosur) et à la hausse des prix de production. Nous pouvons voir en Europe une augmentation des grèves des agriculteurs due à leur mécontentement.

Les citoyens européens et les citoyens de notre nation veulent une alimentation plus saine, plus locale et plus respectueuse de l'environnement. Ce qu'ils cherchent sont des produits plus biologiques produits dans des fermes agricoles biologiques.

Avec tous ses problèmes à gérer, l'Union européenne doit trouver un équilibre entre la protection de l'environnement, la compétitivité économique et internationale et les attentes sociales des citoyens européens.

En tant que Français, nous soutenons à tout prix la Politique Agricole Commune (PAC), instaurée en 1962 grâce au traité de Rome qui initia le projet que nous appelons aujourd'hui "L'Union européenne". Cette politique permet aux agriculteurs européens de bénéficier financièrement d'aides. La France en est le principal bénéficiaire avec 9,4 milliards d'euros en 2024.

La France ne néglige pas non plus l'aspect écologique et durable de l'agriculture. Nous soutenons aussi le Pacte vert européen et surtout ses objectifs. Ce pacte cherche à arriver à une neutralité carbone en 2050, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à protéger

la biodiversité. Nous avons déjà accompli quelques-uns de ces objectifs, notamment en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre de -5,8% en 2023.

La France a trois points clés pour le développement agricole et ses attentes. Premièrement, une transition écologique est nécessaire dans le territoire national. De plus, nos agriculteurs doivent bénéficier d'aides financières. Enfin, les règles, surtout sanitaires, doivent être les mêmes pour tous les producteurs, les européens et les étrangers.

Macron tient au principe des "clauses miroir", c'est le cas dans l'accord Mercosur. Cela signifie que les produits importés doivent respecter et suivre les mêmes normes sanitaires et environnementales que celles européennes, pour assurer un produit de qualité pour les citoyens européens.

C'est pour cette raison que la France reste prudente face à l'accord UE-Mercosur. Il s'agit ici de défendre nos agriculteurs contre une concurrence déloyale que nous jugeons injuste.

Pour répondre à ces nombreux problèmes posés, la France propose plusieurs solutions à l'échelle européenne.

Il faut développer une plus forte agriculture biologique. Aujourd'hui sur notre sol, à peu près 12% des exploitations agricoles sont biologiques. La France s'est fixé comme objectif d'augmenter ce chiffre à travers des aides financières comme la PAC.

Pour insister sur ce point, il faut aussi réduire l'usage des pesticides. Nous voulons encourager des méthodes agricoles plus respectueuses de la biodiversité et naturelles et moins intensives. Pour cela, la France s'est fixé pour objectif de réduire l'usage des pesticides de 50 % avant 2030, via le plan Ecophyto 2030 présenté en mai 2024.

Puisque les agriculteurs souffrent économiquement, il faut leur garantir un revenu stable. Nous pouvons le faire à travers d'aides comme celles de la PAC qui devraient augmenter. Cela nous aiderait à garantir un revenu minimum stable pour les agriculteurs et en particulier les petites exploitations. Le gouvernement s'efforce de renforcer l'application des lois Egalim pour s'assurer que les prix payés aux producteurs ne soient pas inférieurs à leurs coûts de production.

L'agriculture de proximité doit être encouragée. Il faut favoriser les produits locaux pour qu'il y ait moins de pollution, ce seraient des déplacements de transports moins courts, et un soutien de l'économie locale.

Dernièrement, la France veut renforcer les normes européennes. Nous voulons que L'Union européenne préserve et propose des normes sanitaires élevées pour protéger la santé de nos citoyens. Emmanuel Macron au Salon de l'agriculture 2026, a accentué la nécessité de durcir les normes agricoles européennes, il veut que les produits importés respectent les mêmes standards sanitaires et environnementaux que ceux imposés aux producteurs français, notamment dans l'accord UE-Mercosur.

La France pense et espère que l'Union européenne doit construire une agriculture plus respectueuse de l'environnement, économiquement juste pour les agriculteurs, saine et biologique pour les citoyens. Vu que nous sommes le premier producteur européen agricole, nous souhaitons jouer un rôle moteur dans cette transition. Emmanuel Macron a démontré que son objectif est une agriculture européenne durable, compétitive mais équitable, capable de nourrir sainement et sans difficultés les générations actuelles tout en protégeant l'environnement pour l'avenir.